

Une représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein du Conseil d'administration⁽¹⁾

Au 1^{er} janvier 2026, le Conseil d'administration comporte six femmes et neuf hommes soit 40% de femmes ou 41,6% si, conformément à la loi à cette date (articles L. 225-23 et L. 225-27 du Code de commerce), l'administrateur représentant les salariés actionnaires et les deux administrateurs représentant les salariés sont exclus du calcul.

Si les résolutions relatives à la composition du Conseil d'administration, soumises au vote de l'Assemblée générale des actionnaires du 27 mai 2026, étaient approuvées, le Conseil d'administration sera composé de 46,6% de femmes (7/15) sur la base du nombre total des membres du Conseil d'administration ou 46,1% de femmes (6/13) si – en application de la loi en vigueur à l'issue de l'Assemblée générale – le calcul porte sur l'ensemble des administrateurs nommés par l'Assemblée générale des actionnaires (c'est-à-dire en tenant compte de l'administrateur représentant les salariés actionnaires et sans tenir compte des deux administrateurs élus par les salariés) ou 50% de femmes (6/12) si, conformément au code AFEP-MEDEF, on exclut des calculs les 3 administrateurs salariés.

Le Conseil d'administration veille également à une représentation équilibrée des hommes et des femmes au sein des comités. Au 1^{er} janvier 2026, chaque comité comporte des personnes de genres différents.

Le Comité des rémunérations est présidé par une femme.

Conformément à l'article L.22-10-10, 2 bis) du code de commerce, il est précisé que le respect des règles mentionnées à cet article relatives à l'équilibre entre les femmes et les hommes est un élément pris en compte lors de l'examen annuel réalisé par le Comité des nominations et du gouvernement d'entreprise, lors de l'évaluation annuelle du Conseil d'administration, lors du choix d'arrêter chaque année la liste des candidats au renouvellement ou au remplacement d'administrateurs, lors d'une éventuelle décision de cooptation d'un administrateur, lors de l'analyse des évolutions requises des statuts, voire du règlement intérieur du Conseil d'administration. Par ailleurs, en application de la réglementation bancaire, Société Générale dispose aussi d'une procédure formalisée relative à la politique d'évaluation de l'aptitude collective et individuelle des membres du Conseil d'administration qui a notamment pour objet de veiller au respect de ces règles. Au titre des mesures prises en 2025 et début 2026 pour satisfaire à ces règles, il peut être fait état des communications suivantes :

- Le 7 mai 2025, le Conseil d'administration a publié sur le site internet dédié à son assemblée générale des actionnaires un document intitulé « *Précisions du conseil d'administration sur le calcul de la parité au sein du conseil d'administration* » qui, outre un rappel des évolutions de la réglementation applicable, informait que : « *le Conseil d'administration a d'ores et déjà décidé en vue de l'Assemblée générale de mai 2026 que les actionnaires seront invités à remplacer un administrateur dont le mandat arrivera à échéance par une administratrice.* »
- Le 28 mai 2025, le Conseil d'administration a publié un communiqué informant qu'« *en application de l'article L. 225-24 alinéa 4 du Code de Commerce, une procédure de cooptation d'une administratrice a été lancée sur proposition du Comité des nominations et du gouvernement d'entreprise* ». L'identité de l'administratrice cooptée a été rendue publique par un communiqué de presse en date du 1^{er} septembre 2025.

- Le 2 mars 2026, le Conseil d'administration a publié un communiqué rendant publiques ses propositions de renouvellements et de nominations d'administrateurs en vue de l'Assemblée générale des actionnaires qui se tiendra le 27 mai 2026 et indiquant le pourcentage de femmes au Conseil si l'Assemblée générale approuve ces propositions.
- Le 13 mars 2026, l'Avis de réunion à l'Assemblée générale des actionnaires du 27 mai 2026 a été publié. Il contient une proposition de modification des statuts dont l'objet est de veiller au respect des règles de parité au Conseil en cas de départ en cours de mandat d'un administrateur représentant les salariés actionnaires.

Un bon équilibre dans l'âge et l'ancienneté des administrateurs⁽²⁾

Au 1^{er} janvier 2026, l'âge moyen des administrateurs est de 59 ans :

- 1 administrateur a moins de 50 ans ;
- 7 administrateurs ont entre 50 et 59 ans ;
- 3 administrateurs ont entre 60 et 65 ans ;
- 4 administrateurs ont entre 66 et 70 ans.

Cette répartition équilibrée permet d'allier à la fois expérience et disponibilité.

L'ancienneté moyenne au Conseil d'administration sera de 5 ans à la date de la prochaine Assemblée générale. Cette durée est à comparer à la durée des mandats qui est de quatre ans et à la pratique du Conseil d'administration consistant à prendre en compte la règle de détermination de l'indépendance (ne pas être administrateur depuis plus de douze ans pour le renouvellement des administrateurs indépendants). Si la proposition de nomination et les propositions de renouvellements d'administrateurs sont adoptées par l'Assemblée générale, l'âge moyen sera de 59 ans.

Une composition adaptée à la dimension internationale du Groupe⁽³⁾

8 nationalités différentes sont représentées au Conseil d'administration en comptant les administrateurs ayant plusieurs nationalités.

Tous les membres du Conseil d'administration, en dehors des administrateurs salariés, ont une expérience internationale, soit parce qu'ils ont exercé une fonction hors de France au cours de leur carrière, soit parce qu'ils ont détenu un ou plusieurs mandats dans des sociétés non françaises.

L'objectif poursuivi par le Conseil d'administration est de disposer en son sein d'au minimum un tiers d'administrateurs étrangers parmi ceux nommés par l'Assemblée générale, et d'être composé de personnes de nationalités incarnant notamment la dimension européenne du Groupe. Au 1^{er} janvier 2026, 6 administrateurs sur 12 (soit 50%) sont étrangers hors administrateurs salariés.

(1) Information requise par l'ESRS 2 GOV 1, par. 21 d).

(2) Information requise par l'ESRS 2 GOV 1, par. 21 d).

(3) Information requise par l'ESRS 2 GOV 1, par. 21 c).